

STOP A LA CASSE des fonderies de l'emploi et de nos territoires

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT et le collectif « fonderies » national s'adressent aux salariés de ce secteur afin de dénoncer et s'opposer à la logique capitaliste du patronat et de l'Etat. En effet, l'année 2020 fut marquée et ce n'est pas terminé, par la Covid-19 et toutes les conséquences sanitaires et sociales qui en découlent.

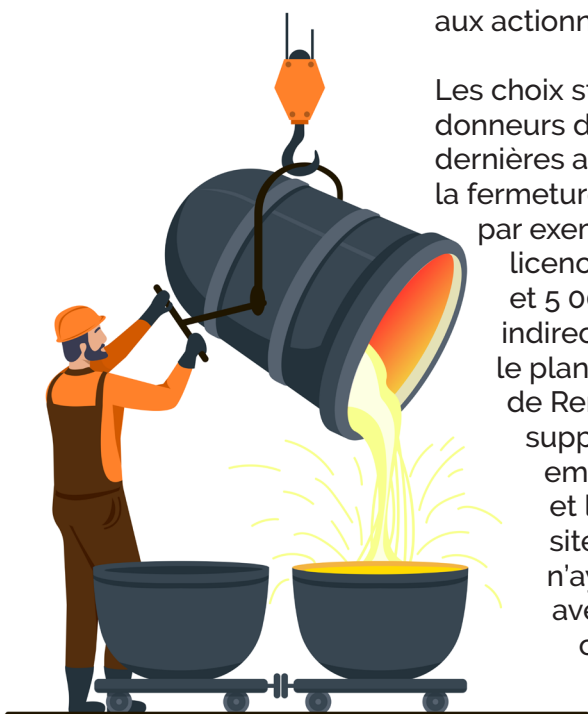
Dans beaucoup de cas, la Covid-19 n'est qu'un prétexte, les destructions d'emplois, délocalisations étaient déjà à l'ordre du jour avant la Covid-19. Pour le capital, et particulièrement dans les secteurs de l'aéronautique et l'automobile, le seul but est d'enrichir une minorité de riches et les gros actionnaires, pour rappel, la France est devenue la championne du monde du versement de dividendes aux actionnaires en 2018.

Les choix stratégiques des donneurs d'ordres de ces dernières années, comme la fermeture de PSA Aulnay par exemple avec 3 000 licenciements directs et 5 000 emplois indirects ou encore le plan d'économie de Renault, avec la suppression de 4 600 emplois en France et la fermeture de 4 sites sont des choix n'ayant aucun lien avec la Covid-19, car ils étaient annoncés bien avant

son apparition, ils sont davantage dictés par la volonté de toujours augmenter les profits.

Les restructurations et destructions d'emplois impactent les territoires, privent les salariés d'emplois, souvent contraints d'effectuer des distances importantes afin de retrouver un emploi, quand c'est possible. Tout le tissu économique local est appauvri, les départements et les bassins d'emplois sont fortement impactés et deviennent des déserts, impactant par la même occasion les services publics.

Dans le secteur fonderie, des restructurations massives sont annoncées, comme aux fonderies MBF aluminium à Saint Claude, la SAM à Decazeville, la fonderie de Villers la Montagne, la Fonderie du Poitou, liberty weals, Fonderie de Bretagne... Au niveau national, l'ensemble du secteur des fonderies sera durement touché. La crise sanitaire que nous



traversons a mis en évidence la nécessité de rompre avec les choix et stratégies de destruction de l'emploi en France menés jusqu'à présent. Les conclusions du rapport Berger, sur l'avenir des fonderies en France (en tout cas la vision qu'en a le patronat) continuent dans cette logique de désindustrialisation en pointant une soi-disant surcapacité de production dans les fonderies, ce qui va engendrer, selon ce rapport, des suppressions d'emplois massives : le rapport fait état de 5 200 suppressions d'emplois sur les 13 500 dans la filière fonderie automobile en France d'ici 2025.

ILS OSENT SE PLAINDRE

L'Etat porte une grande responsabilité dans cette situation, en aidant financièrement, les donneurs d'ordres qui s'abreuvent de subventions publiques sans rendre de compte. Par exemple, Renault va bénéficier de 5 milliards

d'euros d'argent public tout en annonçant 4 600 suppressions d'emplois. Ces subventions doivent servir à développer l'emploi sur le territoire et non à le détruire !

L'Etat doit exiger des contreparties telles que la relocalisation de véhicules et de pièces à fabriquer sur le territoire, mais aussi le rééquilibrage des productions entre les sites surchargés à l'étranger et les fonderies françaises qui tournent au ralenti.

Renault et PSA imposent tous les ans des baisses de prix aux sous-traitants et fournisseurs qui se retrouvent étranglés et produisent à perte, engendrant fermetures d'entreprises et licenciements ! Pour la FTM CGT, cette situation est scandaleuse.

Du travail en fonderie, il y en a, dans le secteur fonte, comme dans l'aluminium, notamment avec l'évolution des véhicules et la fabrication de pièces de structure en aluminium. Du travail il y en a, nous ne

resterons pas spectateurs face à ces destructions d'emplois, dans le seul but d'augmenter encore les marges des donneurs d'ordres.

La FTM CGT va interpeller les différents ministères, les dirigeants de PSA et Renault, le syndicat de la profession pour leur rappeler que d'autres choix politiques, industriels sont possibles pour la survie de l'industrie française.

La FTM CGT appelle l'ensemble des salariés à résister, collectivement, contre cette attaque massive. Nous devons en discuter, des actions seront organisées dans les semaines et mois qui viennent.

Tous ensemble dans la lutte, ceux qui vivent sont ceux qui luttent !

Le collectif « fonderies » CGT de la FTM-CGT

BULLETIN D'ADHÉSION

Je souhaite prendre contact me syndiquer

Nom Prénom

Adresse

Tél Entreprise email

A remettre à un syndiqué CGT de votre entreprise ou à envoyer à la FTM-CGT - Espace Vie syndicale, Case 433, 263 rue de Paris, 93514 Montreuil cedex | Fax : 01.55.82.86.53, mail : vie.syndicale@ftm-cgt.fr